

ATTENTAT D'ARRAS
Surmonter la sidération

LA CROIX L'HEBDO

CONVERSATION Les engagements d'un jeune médecin généraliste

Placements solidaires

**Donner du sens
à son épargne**
**Nos conseils
pour se lancer**



Rencontrer / Explorer / S'inspirer / Ralentir

bayard

N° 204 | Semaine du 20 octobre 2023. CPPAP 1024C94053. ISSN 2680-4581 / F. 4,50 €





Placements solidaires

Donner du sens à son épargne Nos conseils pour se lancer

Agir sur la destination de son épargne est pour un citoyen la façon la plus simple d'influer sur le monde qui l'entoure. Les placements solidaires se sont diversifiés et offrent aujourd'hui de multiples possibilités de donner du sens à son argent.

Texte : Éric Larpin
Illustration : Wood

POURQUOI NOUS L'AVONS FAIT

Politique des petits pas ou grands changements structurels ? Avec un peu d'épargne - oui, juste quelques euros - il est possible d'agir et d'orienter différemment l'utilisation de son argent au service d'initiatives sociales et environnementales. Notre dossier met en lumière la multiplicité de ces collectifs d'épargnants citoyens qui, depuis quarante ans, façonnent une autre économie tournée vers l'attention portée aux autres et à la planète. Comme les Cigales, clubs d'investisseurs locaux, les Clefe, clubs d'épargnants pour les entrepreneuses ou les cagnottes solidaires de l'agriculture paysanne, cet argent utilisé en circuit court, directement du prêteur au porteur de projet, a accompagné la naissance de cette économie humaine, en défrichant de nouveaux secteurs, comme l'insertion des personnes, l'agriculture bio, les énergies renouvelables, le recyclage... Voici des pistes et des conseils pour donner du sens à son épargne. Dans la lignée de ce que fait régulièrement *La Croix*, comme partenaire des acteurs de la finance citoyenne depuis l'origine, notamment avec la publication du baromètre de la finance solidaire, aux côtés de l'association Fair (Financer, accompagner, impacter, rassembler).

Éric Larpin



É. LARPIN

Savoir où circule son argent. Mieux encore, choisir qui cet argent peut aider. Ce sont les objectifs d'une finance solidaire qui prend tout son sens face aux crises sociales et environnementales. À l'heure où l'Union européenne tente d'orienter différemment les investissements financiers, en affrontant le lobbying des énergies fossiles, de nombreux acteurs plus modestes essaient de démontrer qu'une autre utilisation de l'épargne est possible. Ces circuits courts de l'épargne citoyenne financent une économie plus respectueuse de la planète et de ceux qui l'habitent. On ne s'en rend pas forcément compte, mais agir sur la destination de son épargne est pour un citoyen la façon la plus simple d'agir sur le monde qui l'entoure. Placer un peu ou beaucoup d'argent dans un Cigales (club d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne solidaire), dans une foncière solidaire ou une cagnotte des Amap (Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne) a un effet multiplicateur sur la solidarité et les emplois locaux. Il est toujours utile de consommer bio ou de circuler à vélo pour les futures générations, mais c'est encore plus efficace d'épargner solidaire. L'aventure des circuits courts financiers a démarré dans les années 1980,

avec des citoyens issus de mouvements alternatifs ou chrétiens qui souhaitaient se réapproprier l'utilisation de leur épargne, promouvoir des secteurs mal-aimés des banques (comme le bio, le commerce équitable ou le recyclage) et éduquer leurs pairs aux mécanismes économiques. Ces premières expériences ont pour nom Cigales, Clefe (clubs locaux d'épargne pour les femmes qui entreprennent), La Nef, Herrikooa ou Autonomie et solidarité - les premières sociétés de capital solidaire régional - et Habitat et Humanisme. La dynamique ne s'est jamais rompue. Elle a même été renforcée après la crise financière de 2008 et la crise épidémique de 2020, où de plus jeunes ont pris conscience du rôle tenu par l'argent pour promouvoir d'autres modèles. Cela peut passer par des plateformes de financement participatif, de nouvelles formes de circuits courts dans lequel un clic peut aider une personne à l'autre bout du monde. Pour Patrick Sapy, directeur général de Fair (« Financer, accompagner, impacter, rassembler », association qui regroupe les acteurs de la finance à impact social et qui labellise la plupart des produits cités), « les circuits courts solidaires sont l'essence même de la finance à impact. Ils sont d'ailleurs présents, comme les Cigales, l'Adie et France Active, à la création de l'association Finansol, devenue Fair il y a deux ans ». L'an dernier, d'après les chiffres du baromètre Fair-*La Croix*, les financements directs dans les entreprises solidaires représentaient un milliard d'euros, comparés aux 26 milliards de la collecte totale.

Les Cigales ou les Clefe demeurent exemplaires pour qui cherche à optimiser l'utilisation de son argent vers des plus-values sociales et environnementales plutôt que spéculatives. Les clubs Cigales sont cette année au nombre de 200, regroupant plus de 2 000 épargnants solidaires dans toutes les régions. « 100 % de la collecte est investie dans des entreprises solidaires », souligne Mickaël Barth, jeune co-président de la Fédération des Cigales. *Ça continue d'intéresser du monde alors que nous allons fêter nos 40 ans. Les Cigaliers peuvent aller manger dans le restaurant bio ou la boulangerie qu'ils ont financés ; idem pour la librairie ou le commerce de textile équitable qu'ils ont aidés. Ils peuvent mesurer l'impact qu'a leur argent sur l'emploi et leur environnement.* » Et cela peut démarrer avec 10 € par mois (pendant cinq ans, la durée légale des clubs) : c'est en mettant ces sommes à plusieurs et aussi avec deux, trois ou cinq Cigales de concert, pour des projets plus importants, comme les parcs éoliens, que l'effet est rendu visible. De leur côté, les Clefe du Pays basque ont aussi pris la forme de clubs d'épargnants, mais ils font du prêt et pas de la prise de participation au capital. « Notre système s'apparente plus à celui des tontines », précise Chantal Torre, qui a été à l'origine de l'implantation des Clefe au Pays basque. *On avait déjà l'expérience d'Herrikooa, qui montrait qu'on pouvait collecter de l'argent local pour des initiatives locales. On a ce fonctionnement depuis trente ans, avec des dizaines d'entreprises créées par des femmes qui ont pu*

voir le jour. Comme les Cigales, on organise une solidarité financière entre des habitants qui ont de l'épargne à un moment de leur vie et des entrepreneuses qui ont besoin de ressources pour se lancer. » Les uns et les autres créent des cercles vertueux, avec les remboursements des premiers prêts ou des premiers investissements qui profitent aux entreprises suivantes. Comme dans le commerce équitable, qui met en avant les circuits courts et limite les intermédiaires, l'épargne citoyenne s'est dotée de foncières solidaires, dans lesquels les épargnants conservent une voix prépondérante. C'est le cas de Villages vivants, qui ranime l'activité des petites villes, comme de Solifap, qui construit du logement d'insertion. « Aujourd'hui, nous avons des institutionnels, comme la Caisse des dépôts, dans notre capital, mais dans nos levées de fonds actuels, nous voulons accroître la part des citoyens », détaille Sylvain Dumas, un des créateurs de Villages vivants. « La présence des particuliers dans les foncières est importante », complète Antoine Anquetil, responsable du développement de Solifap. *Ils conservent la dimension militante que parfois les techniciens perdent un peu.* » Dans les circuits courts, il existe un tas d'autres modalités où des collectifs se montent pour défendre, avec des cagnottes, la création d'une ferme, d'une entreprise locale ou d'une salle de spectacle. C'est ce qu'on appelle la *love money*, celle qui est à proximité et qui fait émerger des beaux projets. Pour ceux qui veulent se lancer, les placements solidaires offrent de multiples possibilités. Tour d'horizon dans ce dossier.

CHIFFRES CLÉS

+ 9 %

Progression des seuls investissements solidaires en 2022, en France, soit près de 1 milliard d'euros au total, sur une collecte solidaire globale de 26,3 milliards.

1 600

Nombre de projets solidaires soutenus en 2022 par les acteurs de la finance solidaire labellisés par Fair, donc hors cagnottes solidaires des Amap ou campagnes de financement participatif sur la plupart des plateformes.

0,45 %

Part de l'épargne solidaire dans l'épargne financière globale des ménages français.

167

Nombre total de produits labellisés Finansol pour leurs caractéristiques de transparence pour l'épargnant et d'impact social et environnemental pour les projets. Il s'agit aussi bien des investisseurs solidaires, que des assurances-vie solidaires, des produits bancaires de partage ou des fonds d'épargne salariale solidaire.



VOUS VOULEZ... FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Désertification, départ des services publics, maillage des transports insuffisant, les problèmes des petites villes sont connus. Le nerf de la guerre étant souvent le manque de moyens, de nombreux acteurs financiers solidaires se mobilisent pour redynamiser des centres bourgs, relocaliser des industries historiques ou améliorer la mobilité. Ils prennent souvent la forme de foncières thématiques, comme **Villages vivants**, ou régionales, comme **Autonomie et solidarité**, dans les Hauts-de-France.

Cela fait tout juste un an que La Tournée générale redynamise le centre bourg de Fontannes, en Haute-Loire. À cette petite ville de 900 habitants, il manquait une épicerie depuis longtemps. Marie-Claire Pignol et Marjolaine Villuendas, deux habitantes des lieux issues du commerce bio, ont décidé de relever le défi avec l'appui de **Villages vivants**, une foncière solidaire qui a racheté un local de 120 m² pour le mettre à leur disposition.

Au pied de l'église, la boutique n'est pas la franchise d'une grande chaîne de distribution, mais bel et bien une agréable épicerie qui met en valeur l'Auvergne, des fromages aux charcuteries en passant par des produits d'hygiène fabriqués à proximité. C'est aussi une « grignoterie » et un lieu d'animation. « Pour consolider notre activité, précise Marjolaine Villuendas, nous avons choisi pour le moment de rester salariées du Caap, une coopérative d'activités qui nous accompagne et qui nous rémunère en fonction de notre chiffre d'affaires. »

La Coopérative auvergnate de l'alimentation de proximité (Caap) a joué un rôle décisif pour La Tournée générale, en l'orientant vers Villages vivants. « Sans cette épargne citoyenne, on n'aurait jamais pu accéder au local, reprend Marie-Claire Pignol. Ils nous ont aidés aussi pour les travaux, tout en respectant notre projet. » Au total, l'achat et les travaux nécessitaient 70 000 € et il fallait l'équivalent, qu'elles ont pu financer, pour les équipements et la chambre froide.

Villages vivants est aussi une coopérative, une Scic, dont les parts sociales et les titres peuvent être achetés par des institutionnels et par des particuliers, comme Raphaëlle Vital-Durand, une jeune femme en formation sur l'alimentation durable à l'Institut Agro Montpellier, aussi sensible au développement local qu'aux circuits de l'argent. « On ne s'en rend pas compte, mais là où on a réellement un impact en tant que citoyens, c'est là où on place notre argent, décrit-elle. Sans argent, les banques ne peuvent pas faire de prêts aux énergies fossiles, alors que la reprise d'une boulangerie, la création d'un hôtel ou d'une épicerie, ça améliore la vie quotidienne. J'ai acheté 1 000 € de parts sociales il y a deux ans et j'ai vraiment un rôle dans les prises de décision de Villages vivants en participant aux réunions. » De l'épargne de Raphaëlle Vital-Durand à La Tournée générale, Villages vivants crée un modèle vertueux. Comme le rappelle Marjolaine Villuendas, « en payant les loyers, qui sont remis dans le pot commun de la foncière, on aide aussi d'autres projets ».

Et aussi

• Le livret Coopération pour ma région

Au moment de la souscription de ce livret d'épargne du Crédit coopératif, on peut choisir d'affecter la ressource à la région de son choix. Ce sont ensuite les clients sociétaires des agences locales qui sélectionnent les projets, solidaires et créateurs d'emplois, qui seront financés avec l'épargne placée. Il est aussi possible d'abandonner ses intérêts pour rendre l'argent moins cher pour les porteurs de projet.

• Autonomie et solidarité

Sur le modèle d'autres sociétés régionales de capital risque solidaire (IES en Occitanie, Femu Qui en Corse, Herrikoa au Pays basque), Autonomie et solidarité finance des TPE et PME créatrices d'emploi dans les Hauts-de-France. Pour soutenir le développement de ces entreprises, il est possible aux particuliers d'acheter des parts sociales d'A&S (le montant de la part est de 77 €). La coopérative propose en plus à ses 2 000 sociétaires de participer à l'accompagnement des projets. Depuis sa création en 1990, elle a soutenu plus de 400 entreprises et des milliers d'emplois.



VOUS VOULEZ... ENCOURAGER UN AUTRE MODÈLE D'AGRICULTURE

Selon les chiffres de **Terre de liens**, une foncière solidaire, l'équivalent d'un département disparaît tous les dix ans sous l'artificialisation des terres. Pour contrer cette évolution, l'apport des circuits financiers solidaires est indispensable, pour racheter des terres et y installer des agriculteurs et des producteurs bio, comme ceux du réseau des Amap (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne). Des **cagnottes citoyennes** contribuent aussi à sécuriser leurs activités.

Quand Jean-Paul Morciello a créé sa nouvelle Amap en 2019, il avait déjà une longue histoire dans le soutien à l'agriculture paysanne, en étant même un des initiateurs de la première cagnotte solidaire en Île-de-France, cinq ans auparavant. Lui et les autres cagnoteurs sont en effet persuadés que s'abonner aux paniers des producteurs et des maraîchers en Île-de-France ne suffit pas toujours et qu'ils peuvent donner un coup de main financier en plus.

« Le principe est simple », explique Jean-Paul Morciello, gérant de la cagnotte **Le Bonheur est dans le prêt** dans les Yvelines, « on part des besoins financiers des producteurs pour de l'achat de petit matériel ou pour leur trésorerie. Si la cagnotte constituée en association valide la demande, la collecte est lancée sur notre site auprès de tous les abonnés en Île-de-France. Généralement une quarantaine de personnes versent de 20 à 500 € pour remplir la cagnotte en quelques semaines. » Cela correspond à des demandes en urgence que les banques ne peuvent pas satisfaire et qui évitent à certaines récoltes d'être perdues.

En une dizaine d'années, la cagnotte de Saint-Quentin-en-Yvelines a aidé des producteurs locaux à dix reprises. Robert Pirès, maraîcher installé à la Ferme de la Closeraie, à Magny-les-Hameaux, en a bénéficié trois fois. Sous le chaud soleil de septembre, il court entre son tracteur et les serres installées d'ailleurs avec des Amapiens. « La première fois, c'était pour du petit matériel agricole, les deux autres pour le fonds de roulement, rappelle-t-il. Il n'y a pas seulement l'aspect financier, mais on crée aussi des relations avec ceux qui peuvent nous aider autrement, en désherbant ou en construisant le bâtiment de stockage où nous sommes. »

Avec trois cagnottes de 7 000 € en moyenne, Robert Pirès a pu consolider son activité et embaucher une salariée il y a quatre ans. Il fournit 60 paniers de légumes pour trois Amap. « Nous avons lancé ces cagnottes pour aider tous les maraîchers, même ceux qui ne sont pas liés à notre Amap », complète Jean-Paul Morciello. Sa nouvelle Amap Saint-Martin, à Voisins-le-Bretonneux, a financé la troisième cagnotte, sans être abonnée aux paniers. Elle est issue de la démarche « Église verte » de la paroisse Saint-Martin, qui a décidé il y a quatre ans de la création de sa propre Amap.

Et aussi

• Terre de liens

Maintenir les terres au bénéfice des agriculteurs et combattre leur artificialisation, c'est le leitmotiv de l'association depuis vingt ans. Pour cela, elle rachète des terres agricoles et les loue à des producteurs, avec l'aide de l'argent collecté auprès du public. Il est donc possible d'acheter en direct des actions de la foncière Terre de liens et de faire un don à la fondation Terre de liens. 330 fermes ont été reprises en vingt ans avec le soutien de 44 000 sociétaires.

Lire L'Hebdo des 25-26 février derniers

• Lurzaindia

C'est un peu l'équivalent de Terre de liens, mais au Pays basque, qui vise aussi à préserver l'environnement et à racheter des terres agricoles. Il est également possible de souscrire des actions de la foncière de Lurzaindia, comme près de 4 000 autres actionnaires. Les Amap locales figurent parmi les fondateurs de Lurzaindia, qui a permis en dix ans à une quarantaine de paysans de s'installer.